



Communiqué final voté à l'unanimité par la huitième Assemblée générale ordinaire

La Société Européenne de Culture a tenu à Rome, du 27 au 30 mars 1961, sa VIIIe Assemblée générale qui coïncidait avec son Xe anniversaire.

Dans une séance inaugurale, au Palazzo Barberini, elle a entendu trois rapports substantiels de MM. Giuseppe Ungaretti, Président du Centre romain, Giovanni Ponti, Président de la Société Européenne de la Culture et Antony Babel, Vice-président, sur les activités de la première décennie.

Elle a entendu et discuté le rapport de son Secrétaire général, M. Umberto Campagnolo, sur **la crise actuelle de l'Europe et du monde**, envisagée du point de vue de la politique de la culture (*).

Ayant pris connaissance des opinions divergentes et même opposées qui ont été exprimées sur les origines et les solutions de cette crise, elle a été confirmée à nouveau dans l'idée que la poursuite du dialogue entre les hommes de culture de tous les pays du monde devait rester au centre de ses préoccupations. Quant à sa structure interne et à ses moyens d'action, elle a, grâce à diverses modifications à ses statuts, décidé :

1. d'élargir le plus possible le recrutement de ses membres tout en se montrant attentive au critère de la qualité ;
2. de faire une plus grande place aux jeunes, qui constituent la relève de demain ;
3. de multiplier les centres régionaux.

Elle a décidé également de ne plus tenir d'Assemblée générale que tous les deux ans, mais de convoquer entre-temps, chaque fois que la situation le demande, des réunions, telle la IIIe rencontre Est-Ouest, destinées à étudier des problèmes particuliers.

(*) Le titre du rapport est le suivant : Après dix ans, un projet de manifeste culturaliste

Compte rendu du débat sur la censure tenu pendant la 8ème Assemblée générale ordinaire.

Le débat sur les problèmes de la censure a fait apparaître les oppositions suivantes :

1. Pour les uns, la nature des images et des messages filmiques est tellement nouvelle que le problème de la liberté d'expression ne peut plus se poser comme autrefois ; pour les autres, ces images et ces messages, si nouveaux soient-ils, ne sauraient justifier des limitations particulières de nature à fixer sur l'image cinématographique une attention qui devrait concerner les problèmes humains et sociaux dans leur totalité.

2. Pour les premiers, la liberté du cinéaste ne saurait faire oublier celle de la masse des spectateurs qui se trouve précisément mise en question par les techniques de l'information visuelle et par l'irruption des images filmiques dans leur psychisme ; aux yeux des autres, personne ne serait qualifié pour préserver les individus d'influences traumatisantes dont on ne saurait dire à l'avance si elles ne seront pas purificatrices.

Ce même débat a permis d'aboutir à un accord sur le point capital suivant : les censures existantes d'origine religieuse, politique, sociale ou mercantile ont un caractère stérilisant que la défense de la culture traditionnelle et l'effort pour promouvoir de nouvelles formes culturelles ne

sauraient que condamner. Il a été souligné par certains que ces censures, quelles que soient les apparences, ont leur source dans les raisons de la politique ordinaire.

Le vœu a été formulé qu'aux censures externes soit substituée une discipline intérieure assumée par les créateurs eux-mêmes.

Il reste qu'un problème demeure posé : celui de la plénitude du développement de l'expression cinématographique en tant qu'art, et de la maîtrise de l'homme sur ses techniques d'expression, dont celle de l'information visuelle.